

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 21/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LH LOGISTICS PROPCO SCI

78 Avenue Raymond Poincaré
75116 Paris

Références : 20260402_SuiviMED
Code AIOT : 0003901228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement LH LOGISTICS PROPCO SCI implanté PLPN2 - Oudalle / Sandouville 76430 Sandouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le but de la visite d'inspection était de vérifier le respect des dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure (APMD) du 22/09/2025 et du 31/12/2025.

L'inspection a également porté sur les suites de la visite d'inspection du 27 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LH LOGISTICS PROPCO SCI
- PLPN2 - Oudalle / Sandouville 76430 Sandouville

- Code AIOT : 0003901228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LH LOGISTICS PROPCO est un entrepôt de stockage de matières combustibles de plus 1 340 000 m³ au total et composé de 12 cellules. Ces dernières sont destinées à être occupées par différents locataires. L'exploitation de l'entrepôt a débuté en juillet 2024 avec l'arrivée du premier locataire. Les installations contrôlées le jour de la visite (stockage extérieur de liquides inflammables et liquides combustibles, vannes d'isolement des eaux incendie, et cellules C1, C2 et C3) sont notamment réglementées par :

- l'arrêté du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- l'arrêté préfectoral cadre du 17 juin 2019 autorisant et réglementant les activités exercées par la société LH LOGISTICS PROPCO SCI.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stockage extérieur de liquide inflammables et de liquides combustibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 22/09/2025, article 1er	Demande d'action corrective, Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extinction automatique incendie	AP de Mise en Demeure du 31/12/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.2	Sans objet
6	Plan de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 31/12/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
7	Porter à	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	connaissance	article 1.5.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 31 décembre 2025 étant respectées, l'inspection propose d'en lever les dispositions.

Concernant l'arrêté de mise en demeure du 22 septembre 2025, des non-conformités et écarts réglementaires subsistent, notamment concernant la mise en conformité de l'asservissement d'une des vannes de rétention des eaux incendie au sprinklage et des pompes de relevage du réseau d'eau pluviale. En conséquence, l'inspection propose la mise en place d'un arrêté d'astreinte journalière à compter du 6 août 2026, afin de fixer une échéance ferme pour la régularisation de la situation.

Par ailleurs, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 1 mois, les dispositions de l'article III.9 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 en mettant en conformité son stockage extérieur de liquides inflammables et combustibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extinction automatique incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2025, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie
Prescription contrôlée : La société LH LOGISTICS PROPCO SCI [...] est mise en demeure de respecter [...] les dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 : en levant les deux non-conformités présentant un risque de mise en échec de l'installation d'extinction automatique incendie du site identifiées dans le rapport de vérification semestrielle de septembre 2025.
Constats : <u>Constat lors de la visite du 27/10/2025</u> <i>Le dernier rapport de vérification du 17/09/2025 mentionne plusieurs non-conformités sans risque de mise en échec de l'installation, ainsi que deux non-conformités avec risque de mise en échec de l'installation de sprinklage identique à celles relevées lors de la vérification de mars 2025 :</i> - stockage d'huile moteur (environ 30 palettes), - stockage de produits /liquides inflammables (environ 10 palettes). <i>Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces produits étaient toujours présents en cellule C1. Elle a rappelé à l'exploitant que, outre leur incompatibilité avec l'installation de sprinklage, leur stockage n'est pas autorisé dans cette cellule. Seules les sous-cellules B6b et B6c sont autorisées à accueillir ce type de produits. Concernant la levée des autres non-conformités du rapport, l'exploitant a indiqué que la société de maintenance était présente sur site le jour de la visite afin d'intervenir sur ces points.</i> Écart réglementaire : <i>Le rapport de vérification du système d'extinction automatique incendie faisant apparaître deux non-conformités présentant un risque de mise en échec de l'installation, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les</i>

dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir :

- Toutes les cellules du bâtiment sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]

Constat lors de la visite du 02/04/2026

Le jour de la visite, l'inspection a constaté par sondage l'absence d'huile moteur et de liquides inflammables dans la cellule C1, objet des deux non-conformités avec risque de mise en échec de l'installation de sprinklage relevées dans les rapports de vérification de mars 2025 et de septembre 2025.

Par ailleurs, par courriel du 08/04/2026, l'exploitant a transmis un rapport de vérification des installations d'extinction automatique en date du 29/01/2026. Celui-ci ne relève aucune non-conformité. Huit observations y sont toutefois mentionnées.

Relevé de décision : l'inspection considère la prescription contrôlée (issue de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par l'arrêté de mise en demeure du 31/12/2025, comme respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de lever, dans les meilleurs délais, les 8 observations du rapport de vérification des installations d'extinction automatique en date du 29/01/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Stockage extérieur de liquide inflammables et de liquides combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement

Prescription contrôlée :

Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
- la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 1 000 m² ;
- la distance entre deux îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou, le cas échéant, de la zone de collecte, respecte les conditions suivantes :

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les liquides inflammables et les huiles moteurs et

lubrifiants, précédemment stockés en cellule C1 (visite du 27/10/2025), sont désormais entreposés en extérieur, dans l'attente de la mise en conformité de l'installation de sprinklage.

Ce stockage, présenté comme provisoire, concerne environ 3 m³ de liquides inflammables et au moins 10 m³ d'huiles moteur et lubrifiants en fûts métalliques, entreposés à proximité immédiate. Le stockage au même endroit de liquides inflammables et de liquides combustibles en un même point est susceptible d'aggraver les conséquences d'un incendie. Cette configuration relève des dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables qui précise dans son article 1.3 que :

« Les liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles sont considérés comme étant à proximité de liquides inflammables, soit :

- lorsqu'ils sont situés dans la même rétention, ou la même zone de collecte extérieure, ou dans la même cellule, ou stockage couvert en l'absence de cellule ;

- lorsqu'ils sont situés dans une rétention, ou une zone de collecte extérieure, dont le bord est situé à moins de 10m d'une autre rétention, ou une zone de collecte extérieure, contenant des liquides inflammables .

Le jour de la visite, aucun dispositif de collecte ne permettait de limiter l'épandage d'une nappe enflammée générée par un incendie au niveau de ce stockage extérieur. En cas de déversement accidentel de liquides inflammables dans cette zone, la nappe s'épandrait en suivant la topographie du site, sur une surface potentiellement supérieure à la surface maximale autorisée à l'article III.9 de l'arrêté du 24 septembre 2020, à savoir 1000 m² si le stockage est situé à plus de 20 mètres de toute autre installation susceptible de favoriser la naissance d'un incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit:

- soit aménager son stockage actuel afin de le rendre conforme aux dispositions de l'article III.9 de l'arrêté du 24 septembre 2020 (surface de nappe enflammée < 1000 m²) ;

- soit supprimer le stockage extérieur, en transférant les liquides inflammables et les liquides combustibles dans une sous-cellule adaptée à ce type de produits.

Compte tenu des écarts constatés, l'inspection propose de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article III-9 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques et d'éclairage sont conçues, réalisées et entretenues en bon état et vérifiées.
<p>Constats :</p> <p><u>Demande lors de la visite du 27/10/2025</u> : l'exploitant fera réaliser une vérification complète des installations électriques de la cellule B3 et transmettra le rapport de contrôle à l'inspection.</p> <p><u>Retour de l'exploitant</u> Une vérification de l'armoire électrique de la cellule B3, remplacée à la suite du départ de feu du 08/07/2025, a été réalisée le 31/03/2026. Par courriel du 09/04/2026, l'exploitant a transmis le rapport correspondant, ainsi que le compte rendu de vérification périodique Q18 (selon le référentiel APSAD) et le compte rendu de contrôle par thermographie infrarouge Q19. Ces trois documents ne relèvent aucune non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rapport de vérification</u> <u>Demande lors de la visite du 27/10/2025</u> : l'exploitant fera réaliser une vérification complète de la détection incendie de la cellule B3 et transmettra le rapport de contrôle à l'inspection. <u>Retour de l'exploitant</u> Par courriel du 08/04/2026, l'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique des installations de détection incendie du site, en date du 20/01/2026. Celui-ci ne relève aucune non-conformité.</p> <p><u>Centrale de détection</u> <u>Demande lors de la visite du 27/10/2025</u> : l'exploitant lèvera la non-conformité identifiée sur la centrale de détection (déclencheur manuel « ZDM07 - DMBureau 4B » hors service).</p> <p><u>Constat le jour de la visite du 02/04/2026</u> Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté de déclencheur manuel hors service en zone ZDM07 sur la centrale de détection. Néanmoins, le voyant de défaut de la centrale était allumé. À la suite de l'intervention de la société de maintenance le 02/04/2026 (jour de la visite</p>

d'inspection) sur la centrale incendie, quatre défauts ont été identifiés : deux défauts de batteries de report (remplacées depuis), un défaut de « retour du bus 5 » (en attente d'un devis actualisé) et un court-circuit sur « le bus 7 ». Le défaut du bus 7 nécessite un accès aux postes photovoltaïques, en attente d'autorisation selon un courriel du prestataire en date du 07/04/2026. Les batteries défectueuses ont été remplacées lors de l'intervention du 07/04/2026 (selon un courriel de la société de maintenance). Les anomalies restantes font l'objet d'un suivi et d'actions correctives en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier à l'inspection que les anomalies identifiées le 02/04/2026 par la société de maintenance sur l'installation de détection incendie sont levées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2025, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : <p>La société LH LOGISTICS PROPCO SCI [...] est mise en demeure de respecter [...] les dispositions de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019, à savoir : les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.</p>
Constats : <p><u>Constat lors de la visite du 27/10/2025</u> <i>Par mail du 24 octobre 2025, l'exploitant a transmis les rapports d'intervention d'une vanne motorisée (en date du 31/07/2025), des pompes de relevages, des séparateurs d'hydrocarbures et des micro-stations d'épuration (en date du 20/10/2025). Ces rapports relèvent que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>la vanne d'isolement motorisée contrôlée est hors service,</i> - <i>les 3 pompes de relevage (permettant de diriger les eaux d'extinction en cascade vers 3 bassins de confinement) ne peuvent fonctionner simultanément en raison d'un câble d'alimentation sous-dimensionné.</i> <p><i>L'exploitant a précisé que la vanne de confinement hors service peut être actionnée manuellement et que le gardien, présent 24h/24, maîtrise la procédure de fermeture manuelle. Il indique également, par courriel du 24/11/2025, que le moteur de la vanne a été reçu le 21/11/2025 par le prestataire chargé de son remplacement, et que l'intervention est en cours de planification.</i></p> <p><i>Concernant les pompes de relevage, l'exploitant indique qu'elles sont fonctionnelles mais ne</i></p>

peuvent être utilisées que deux par deux.

Relevé de décision :

L'inspection ne peut considérer comme respectée la prescription contrôlée (issue de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par l'arrêté de mise en demeure du 22/09/2025.

Demande 4 : L'exploitant veillera à ce que l'ensemble des vannes de confinement des eaux d'extinction du site soient vérifiées et mises en conformité.

Constat le jour de la visite du 02/04/2026

Vanne de confinement

Le jour de la visite, l'exploitant a constaté le bon fonctionnement de la vanne motorisée située au sud-ouest du bâtiment (objet de l'APMD du 22/09/2025). Néanmoins, l'asservissement de cette vanne au réseau sprinkleur n'était toujours pas fonctionnel et il n'est pas possible de la fermer depuis le poste de commande du gardien. Après la visite, la société de maintenance est revenue sur site et a indiqué, par courriel du 07/04/2026, qu'il lui avait été impossible de localiser les défauts de raccordement des câbles de commande des vannes motorisées, leur cheminement étant inconnu. Elle précise que les vannes elles-mêmes (moteur et système de commande) fonctionnent correctement en local. Le problème proviendrait du câble de liaison entre les vannes et les commandes déportées, qui présente des anomalies électriques (présence de courant sur plusieurs conducteurs alors que le câble est déconnecté).

Dans l'attente de la réparation, la consigne a été rappelée aux gardiens (présence 24 h/24) de procéder à la fermeture manuelle de la vanne en cas de sinistre. Le gardien de permanence dispose de la procédure de fermeture manuelle dans le plan de défense incendie. Ces mesures ne permettent toutefois pas d'offrir des garanties équivalentes à un dispositif automatisé conforme.

Pompes de relevages

Le jour de la visite, le dysfonctionnement des pompes de relevage du réseau d'eau pluviale n'était pas résolu. La société de maintenance a indiqué, par courriel du 02/04/2026, que la tension de 400 V du poste de relevage chute lorsque deux pompes fonctionnent simultanément, entraînant leur arrêt automatique par le système de protection. Actuellement, une seule pompe peut fonctionner. Elle estime que la cause probable est un câble d'alimentation sous-dimensionné. Ce dysfonctionnement dans la gestion des eaux pluviales du site est susceptible d'entraîner le débordement de l'un des trois bassins d'infiltration et de provoquer l'inondation des quais de chargement, lesquels sont pris en compte dans le volume de rétention des eaux d'extinction incendie. Par conséquent, ce dysfonctionnement est susceptible de compromettre l'efficacité des dispositifs d'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales et des effluents destinés à maintenir une pollution accidentelle sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande :

L'exploitant devra fournir, sous un mois, un plan d'action assorti d'un échéancier visant à remettre en conformité les pompes de relevage du réseau d'eau pluviale et la vanne de confinement, ainsi qu'un devis des travaux à réaliser. Il devra également justifier, sous trois mois, du rétablissement de leur fonctionnement normal.

Relevé de décision :

La prescription contrôlée (issue de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par

l'arrêté de mise en demeure du 22/09/2025, n'est donc pas respectée. L'inspection propose des sanctions administratives à l'encontre de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2025, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LH LOGISTICS PROPCO SCI [...]est mise en demeure de respecter [...]les dispositions de l'article 8.7.6 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 en mettant à jour le plan de défense incendie du site afin que celui-ci comporte l'ensemble des éléments requis par l'article susvisé[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat lors de la visite du 27/10/2025</u> <i>Par courriel du 24/11/2025, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son plan de défense incendie (mis à jour le 18/11/2025). Cette version demeure incomplète. Il manque notamment :</i> <ul style="list-style-type: none"> • la procédure de fermeture manuelle des vannes d'isolement du site ; • le plan d'intervention du site ; • une procédure relative aux panneaux photovoltaïques en toiture. <u>Écart réglementaire :</u> <i>Le plan de défense incendie n'étant pas finalisé et ne comportant pas l'ensemble des éléments requis à l'article 8.7.6 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de cet article.</i> </p> <p><u>Retour de l'exploitant</u> <i>Par courriel du 08/04/2026, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de défense incendie du site. Celui contient les éléments requis à l'article 8.7.6 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019.</i> </p> <p><u>Relevé de décision :</u> l'inspection considère la prescription contrôlée (issue de l'article 8.7.6 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par l'arrêté de mise en demeure du 31/12/2025, comme respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification du champ d'autorisation

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Constats :**Constat lors de la visite du 27/10/2025**

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une chambre frigorifique d'environ 2 000 m² en cellule C1 ainsi qu'un stockage extérieur de pneumatiques d'environ 65 m³, situé en face de cette même cellule. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection. Bien que ces évolutions n'augmentent pas les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, elles nécessitent la transmission d'un dossier de porter à connaissance démontrant que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs pour l'environnement.

Retour de l'exploitant suite à la visite du 02/04/2026

Par courriel du 06/05/2026, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance portant notamment sur l'aménagement de la chambre froide à température positive au sein de la cellule C1 du bâtiment logistique et sur la mise en place d'un stockage extérieur de pneumatiques. Ce dossier est en cours d'instruction par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite